

Les écoles de production veulent profiter de la relocalisation industrielle

AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES

Pour pallier le manque de main-d'œuvre, les sous-traitants industriels créent des écoles de production partout.

Elles devraient être une centaine d'ici à 2028.

Léa Delpont

— Correspondante à Lyon

Rodolphe Chantreuil, chef d'entreprise dans le Cotentin, ne trouve plus de main-d'œuvre pour sa société de métallurgie. Et ses concurrents locaux non plus. Ils se sont donc entendus pour créer une école de production, qui accueillera douze élèves à la rentrée sur les machines-outils. Le tout, indique-t-il, pour « 1,5 million d'euros d'investissement, hors bâtiment », financé pour moitié par la Fondation Total. Même difficulté à Compiègne (Oise), chez Poquelin, Safran et les Constructions Mécaniques de Chamant. Les trois industriels projettent ensemble l'ouverture d'une école d'usinage et chaudronnerie de 76 places en 2021.

Depuis la reconnaissance des écoles de production par la loi de septembre 2018, qui leur donne accès à des financements d'Etat, le réseau s'étend. « 8 centres ont ouvert en 2019, 4 ouvriront en 2020 malgré la crise du Covid-19, et une douzaine sont dans les tuyaux pour 2021 », détaille Patrick Carret, directeur



Les élèves des écoles-ateliers apprennent en travaillant pour le compte de vrais clients. Photo DR

général de leur fédération nationale (FNEP), qui compte 32 structures pour un millier d'élèves. La relocalisation industrielle poussée par la crise sanitaire devrait leur donner un élan supplémentaire. La FNEP vise une centaine d'écoles en 2028, contre 25 il y a deux ans.

Ces écoles-ateliers ciblent des jeunes de 15 à 18 ans en rupture avec le système scolaire.

Leur fonctionnement est hybride. Ni CFA, ni lycées professionnels, ces écoles-ateliers ont à la fois un numéro de siret et un matricule de l'Education nationale. Elles ciblent des jeunes de 15 à 18 ans, en rupture avec le système scolaire, pour les

former à un métier en condition de production réelle. Les élèves apprennent en travaillant pour le compte de vrais clients, entreprises ou particuliers, au prix du marché.

Leur travail n'est pas noté. Il est conforme, ou pas, au cahier des charges du client. Dans le carnet de commandes de l'école Vaise, à Lyon, on compte par exemple 150 PME locales. C'est ainsi que des jeunes en difficulté reprennent confiance en eux, à raison de semaines de 35 heures, dont deux-tiers en atelier. A la sortie, un taux de succès de quasi 100 % au CAP et Bac Pro, et un emploi à la clef dans l'industrie, mais aussi la restauration, les espaces verts et la maintenance automobile.

Plus de la moitié des créations récentes et des projets en cours sont poussés par des chefs d'entreprise en manque de main-d'œuvre, soutenus par les chambres de commerce

et d'industrie (CCI), l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) et les régions. « Les entreprises sont fondamentales dans le dispositif », dit Patrick Carret. Elles financent une grosse moitié du budget par leurs commandes et par la taxe professionnelle, avant de se positionner comme employeurs.

Mises en avant dans les programmes Territoires d'Industrie, les écoles de production surfent sur la vague de réindustrialisation. Il suffit de regarder les spécialités qui s'ouvrent : métallerie, tôlerie, chaudronnerie, usinage, mécanique, bois, tous ces métiers qui manquent et de formations et de candidats. Tandis que les CFA industriels peinent à toucher les moins de 18 ans pour des raisons de sécurité durant les stages, les écoles de production ont des dérogations pour mettre les jeunes sur les machines. ■